

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

5 MARS 2013

Proposition de résolution relative au conflit dans l'Est du Congo et à l'implication du Rwanda et de l'Ouganda

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

**MMES VERMEULEN
ET ZRIHEN**

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 19 et 27 février et du 5 mars 2013.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

5 MAART 2013

Voorstel van resolutie inzake het conflict in Oost-Congo en de betrokkenheid van Rwanda en Uganda

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE DAMES VERMEULEN
EN ZRIHEN

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 19 en 27 februari en 5 maart 2013.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres / Leden :

N-VA	Patrick De Groote, Bart De Nijn, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Jean-Jacques De Gucht.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Benoit Hellings.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Wilfried Vandaele.
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Johan Verstreken.
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Yoei Vastersavendts.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Jacky Morael.
André du Bus de Warnaffe.

Voir :

Documents du Sénat :

5-1931 - 2012/2013 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mmes Lijnen et consorts.

N°s 2 et 3 : Amendements.

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-1931 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van de dames Lijnen c.s.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Le 19 février 2013, un échange de vues a eu lieu en commission avec M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, au sujet de la situation en République démocratique du Congo, à l'occasion de l'examen de :

— la proposition de résolution relative au conflit dans l'Est du Congo et à l'implication du Rwanda et de l'Ouganda (doc. Sénat, n° 5-1931/1);

— la proposition de résolution relative au rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur les massacres commis en République démocratique du Congo (doc. Sénat, n° 5-494/1).

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME NELE LIJNEN, AUTEURE PRINCIPALE DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Mme Lijnen indique que l'Est du Congo serait à nouveau en proie à de violents affrontements. Il faut renforcer la pression sur l'Ouganda et le Rwanda. On demande que toute la clarté soit faite quant à l'implication active de personnalités de haut rang dans l'approvisionnement en armements des rebelles du M23 et que toutes les mesures nécessaires soient prises afin de mettre immédiatement un terme à ce soutien.

Il faut insister auprès des partenaires européens et internationaux afin qu'ils ouvrent le débat sur un rétablissement de l'embargo sur les armes, tel qu'il a été décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies dans la résolution 918, dans l'hypothèse où le Rwanda ne prendrait pas immédiatement des mesures pour mettre un terme à l'escalade militaire dans l'Est du Congo.

Il faut aussi plaider auprès des partenaires européens et internationaux en faveur d'un renforcement du mandat de la Monusco.

En outre, il y a lieu d'insister sur la nécessité d'intensifier les efforts en vue de parvenir à l'adoption d'une position commune, tant au niveau européen qu'au niveau international, sur les implications que la situation dans l'Est du Congo et ses causes alléguées doivent avoir en termes de coopération au développement avec le Rwanda et l'Ouganda.

Les budgets prévus pour la coopération au développement avec le Rwanda et l'Ouganda — pour autant qu'il s'agisse de projets de coopération ne bénéficiant pas directement à la population civile — doivent être convertis en budgets destinés à aider les nombreux réfugiés dans l'Est du Congo. Ce serait là un signal particulièrement fort, y compris envers les pays voisins.

Op 19 februari 2013 had in de commissie een gedachtewisseling plaats met de heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over de situatie in de DRC in het kader van :

— het voorstel van resolutie inzake het conflict in Oost-Congo en de betrokkenheid van Rwanda en Uganda (stuk Senaat, nr. 5-1931/1);

— het voorstel van resolutie betreffende het verslag van de Verenigde Naties (VN) over de moordpartijen in de Democratische Republiek Congo (stuk Senaat, nr. 5-494/1).

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW NELE LIJNEN, HOOFDINDIENER VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Mevrouw Lijnen stipt aan dat er opnieuw hevige gevechten in Oost-Congo worden gesignaleerd. De druk op Uganda en Rwanda moet worden opgevoerd. Er wordt opheldering gevraagd wat betreft de actieve betrokkenheid van hooggeplaatsten bij de bewapening van de M23-rebellen en er wordt gevraagd al het nodige te ondernemen om deze steun onmiddellijk te laten ophouden.

Er moet bij de Europese en internationale partners worden aangedrongen het debat te openen over het opnieuw instellen van een wapenembargo, overeenkomstig resolutie 918 van de VN-Veiligheidsraad, indien Rwanda niet onmiddellijk overgaat tot de stopzetting van de militaire escalatie in Oost-Congo.

Er moet zeker ook bij de Europese en internationale partners worden gepleit om het Monusco-mandaat te versterken.

Er moet verder ook worden aangedrongen om de inspanningen op te voeren om te komen tot een gemeenschappelijk standpunt zowel op Europees als op internationaal vlak, wat betreft de gevolgen die aan de toestand in Oost-Congo en de gerapporteerde oorzaken daarvan moeten worden verbonden op vlak van de ontwikkelingssamenwerking met Rwanda en Uganda.

De budgetten die vrijgemaakt worden voor ontwikkelingssamenwerking met Rwanda en Uganda, en die de burgerbevolking niet direct ten goede komen moeten worden omgezet in budgetten ter ondersteuning van de vele vluchtelingen in Oost-Congo. Dit zou ook voor de buurlanden een zeer krachtig signaal zijn.

III. EXPOSÉ DE M. DIDIER REYNERS, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES, AU SUJET DE LA SITUATION AU CONGO

La situation actuelle au Congo est très instable. Le Nord-Kivu et Goma sont en proie à une rébellion. À Goma, les affrontements avec le M23 ont quasiment cessé depuis le début des pourparlers entre le gouvernement et les rebelles à Kampala, mais la situation reste tendue. Des membres du M23 en civil seraient encore actifs à Goma. Des négociations sont en cours, sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-Moon, en vue de la conclusion d'un accord-cadre. Celui-ci devrait être signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba.

Dans un accord comme celui que propose le secrétaire général, on pourrait retrouver différents éléments. Parmi ceux-ci figurent un certain nombre de demandes à l'égard de la RDC elle-même, en particulier quant au renforcement de l'État de droit et à la réforme des services de sécurité. Ce sont les problèmes majeurs qui se posent à l'occasion des conflits dans l'Est.

Bien que la Belgique ne siège pas au Conseil de sécurité des Nations unies, elle est régulièrement consultée et informée sur le processus.

Certaines demandes sont également formulées à l'égard des pays voisins. Cela reste une difficulté au sein des Nations unies, ne fût-ce que de demander clairement, comme le ministre le fait depuis des mois, que ces pays — et en particulier le Rwanda — soient parties de la solution et non plus du problème. De plus, le Rwanda est, depuis le début de l'année, membre du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le ministre se dit assez favorable au renforcement du mandat de la Monusco, s'il s'agit d'ajouter des troupes proposées en principe par la *Southern African Development Community* (SADC), pour le moment surtout par l'Afrique du Sud et la Tanzanie. On parle de 2 000 soldats, qui pourraient venir jouer un rôle plus offensif, avec le support logistique de la Monusco. Le ministre estime que l'on pourrait diminuer le nombre actuel de membres de la Monusco (17 000) pour faire place à ceux qui vont venir s'y ajouter. Tout cela devra être financé, et il n'est pas sûr que les 17 000 unités actuelles soient absolument nécessaires. De plus, il y a une présence forte des Nations unies en Côte d'Ivoire. On commence à travailler à une opération de maintien de la paix qui devrait prendre le relais de l'opération française Serval au Mali et de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (Misma), car l'accumulation de ce type d'opérations nécessite des efforts de financement et d'organisation.

III. UITEENZETTING DOOR DE HEER DIDIER REYNERS, VICE-EERSTEMINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN EUROPESE ZAKEN OVER DE SITUATIE IN CONGO

De huidige situatie in Congo is zeer onstabiel. Er is een opstand in Noord Kivu en in Goma. De gevechten in Goma met M23 zijn nu min of meer gestopt sinds het begin van de bespreking tussen de regering en de rebellen in Kampala maar de situatie blijft gespannen. Er zouden nog M23 elementen in burger actief zijn in Goma. Er wordt over een kaderakkoord onderhandeld met de heer Bank Ki-moon, secretaris-generaal van de Verenigde Naties. Dit zou op 24 februari 2013 in Addis-Abeba worden ondertekend.

In een akkoord zoals de Secretaris-generaal voorstelt kan men verschillende aspecten onderscheiden. Er zijn onder meer een aantal verzoeken aan de DRC zelf, in het bijzonder op het vlak van de versterking van de rechtsstaat en de hervorming van de veiligheidsdiensten. Dit zijn de hoofdproblemen in de conflicten in Oost-Congo.

Hoewel België geen zitting heeft in de VN-Veilighedsraad, wordt ons land geregeld geraadpleegd en geïnformeerd over het proces.

Er zijn ook verzoeken aan de buurlanden. Dit blijft een probleem binnen de Verenigde Naties, al was het maar om — zoals de minister al jaren doet — duidelijk te vragen dat deze landen, inzonderheid Rwanda, een deel moeten zijn van de oplossing en niet van het probleem. Bovendien is Rwanda sinds begin dit jaar lid van de VN-Veilighedsraad.

De minister is veeleer voorstander van een uitgebreider mandaat voor Monusco, als het erom gaat de troepen toe te voegen die in principe door de *Southern African Development Community* (SADC), vooralsnog in de eerste plaats door Zuid-Afrika en Tanzania, worden aangeboden. Het zou gaan om 2 000 soldaten die een offensievere rol zouden spelen met logistieke steun van Monusco. De minister meent dat men het huidige aantal leden van Monusco (17 000) kan verminderen en vervangen door deze nieuwkomers. Dit alles moet worden gefinancierd, en het is niet zeker dat de huidige 17 000 manschappen absoluut nodig zijn. Bovendien zijn de Verenigde Naties sterk aanwezig in Ivoorkust. Men werkt ook aan een vredesmissie die de fakkel zou overnemen van de Franse operatie Serval in Mali en van de internationale steunmissie voor Mali onder Afrikaans gezag (Misma), omdat de opeenstapeling van dit soort missies inspanningen vergt op financieel en organisatorisch vlak.

Il faut veiller à ce qu'il y ait une bonne collaboration non seulement entre les acteurs présents sur le terrain mais aussi entre les différentes instances. On peut y parvenir par la conclusion d'un accord-cadre et l'envoi d'un émissaire spécial. Mais, avant tout, il faut que les violences cessent dans l'Est du Congo; après quoi, il y aura un long chemin à parcourir sur la voie du dialogue. Il faut trouver une solution pour résoudre le problème des réfugiés et celui du contrôle aux frontières. Les problèmes économiques, comme celui du secteur minier, doivent aussi être réglés.

Comme le ministre l'a déjà dit à plusieurs reprises au parlement, l'Est du Congo est, pour l'instant, une sorte de bijouterie à ciel ouvert, où chacun se sert. Tant que l'on n'aura pas réglé la manière d'assurer la sécurité, revu la situation des personnes déplacées dans la région, organisé le contrôle des frontières en respectant l'intégrité du territoire du Congo, l'ensemble des ressources naturelles qui se trouvent à l'Est seront menacées.

Le ministre remercie les collègues français qui ont, à chaque fois, relayé le point de vue européen auprès du Conseil de sécurité des Nations unies. En effet, jusqu'à présent, une position commune des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne a pu être dégagée, et l'on a toujours pu compter sur M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français lors de ces discussions. Cependant, ce cadre ne doit pas masquer la situation actuelle sur le terrain, qui est plutôt inquiétante. On peut redouter pour l'instant une certaine déstabilisation au sein de la RDC, avec un affaiblissement des autorités de la République, dans le cadre d'un non-règlement du dossier. Le ministre espère que des décisions interviendront à Addis Abeba le 24 février.

Notre ambassadeur a déjà eu l'occasion de réagir plusieurs fois, car on reçoit de plus en plus d'informations concernant une augmentation du nombre d'arrestations arbitraires, ce qui, si cela se confirme, indique une crispation. Le ministre a des contacts téléphoniques réguliers avec le premier ministre de la RDC, pour insister pour que la RDC prenne une part active dans la recherche de solutions à l'Est, dans le respect des droits de l'homme.

On annonce un dialogue national afin de réunir les acteurs dans un débat sur les thèmes principaux, notamment sur la gouvernance et la décentralisation.

Le processus électoral pose également problème. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a fait l'objet d'une révision en profondeur par le biais d'une loi. Celle-ci n'est pas encore considérée comme tout à fait satisfaisante par un certain nombre d'organisations, notamment par des ONG. La nouvelle Commission n'est pas encore mise en place, mais la demande existe de la renvoyer à nouveau vers le

Het is zeer belangrijk dat er een goede samenwerking is niet alleen tussen de actoren op het terrein maar ook tussen de verschillende instanties. Dit kan bereikt worden via een kaderakkoord en het zenden van een speciale gezant. Eerst en vooral moet het geweld in Oost-Congo worden stopgezet en daarna zal de lange weg van de dialoog moeten bewandeld worden. Er moet een oplossing voor de vluchtelingen en voor de grenscontrole worden gevonden. De economische problemen, waaronder de mijnbouw, moeten eveneens opgelost worden.

Zoals de minister reeds meermaals in het parlement heeft verklaard, is Oost-Congo momenteel een soort grabbelton waar iedereen zich komt bedienen. Zolang men de veiligheid niet kan verzekeren, de toestand van de ontheemden niet verbetert, de grenzen niet beter controleert met behoud van de integriteit van het Congolese grondgebied, zullen de grondstoffen in het Oosten bedreigd blijven.

De minister dankt de Franse collega's die steeds het Europese standpunt bij de VN-Veiligheidsraad hebben verdedigd. Er bestaat immers een gemeenschappelijk standpunt van de ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Unie en men heeft steeds kunnen rekenen op de heer Laurent Fabius, Frans minister van Buitenlandse Zaken, tijdens deze besprekingen. Dit alles mag echter niet doen vergeten dat de toestand op het terrein onrustwekkend blijft. Men vreest voor een zekere destabilisering binnen de DRC, en een verzwakking van de Congolese overheid als het dossier niet geregeld wordt. De minister hoopt dat er in Addis Abeba op 24 februari beslissingen worden genomen.

Onze ambassadeur heeft al meermaals gereageerd, omdat wij steeds meer berichten ontvangen over een toename van het aantal willekeurige aanhoudingen, wat, als dit bevestigd wordt, wijst op toenemende spanningen. De minister heeft geregeld telefonische contacten met de Congolese eerste minister om erop aan te dringen dat de DRC een actieve rol speelt in het zoeken naar een oplossing voor het Oosten en de naleving van de mensenrechten.

Er wordt een nationale dialoog aangekondigd, die alle betrokkenen bijeenbrengt in een debat over de voornaamste thema's, waaronder goed bestuur en decentralisatie.

Ook het kiesproces kampt met problemen. De Onafhankelijke Nationale Kiescommissie (CENI) werd bij wet grondig hervormd. Een aantal organisaties, waaronder ngo's, acht deze hervorming nog niet helemaal afdoende. De nieuwe Commissie is nog niet opgericht, maar sommigen vragen om ze weer in het parlement onder te brengen en om de basistekst in die zin te herzien. Hierbij moeten wij eerst trachten een

parlement et de revoir le texte de base. Dans notre démarche, nous devons favoriser d'abord une tentative de solution à l'Est, en renouant le dialogue entre les pays voisins et leurs présidents. Pour l'instant, la situation va vers un pourrissement s'il n'y a pas d'initiative en vue de la débloquer. Le secrétaire général a tenté d'aller dans ce sens. Le président des États-Unis avait également insisté auprès du président Kagamé pour jouer un rôle positif.

Quant aux propositions de résolution, un point déjà discuté plusieurs fois concerne la lutte contre l'impunité. Cela fait partie intégrante du dossier, et des listes de sanctions ont déjà été établies, notamment à l'encontre des dirigeants du M23. Il faut continuer dans cette voie, même si le ministre est convaincu qu'il y a une réflexion à mener sur les juridictions internationales, en ce qui concerne l'Afrique. On pourrait imaginer que certains débats sur les sanctions et les condamnations qui pourraient être prononcées, pourraient être menés à l'intérieur des instances africaines. Il existe des traités qui le permettent.

On a l'impression que la Cour pénale internationale de La Haye est essentiellement destinée à l'Afrique, que d'autres régions du monde y échappent, et que le choix est finalement de gagner les élections et d'aller au palais présidentiel, ou de les perdre et d'aller à La Haye.

On ne peut que répéter la volonté de ne laisser se développer ni une impunité ni un sentiment d'impunité. Il faut donc des listes de sanctions et des conditions de poursuites.

Le ministre explique que différents points relatifs au nouvel accord-cadre sont à l'ordre du jour. On attend que le feu vert soit donné pour confier un mandat renforcé à la Monusco avec, cette fois, la participation de nouvelles troupes africaines.

En ce qui concerne le Rwanda, le rapport des Nations unies est en cours d'examen. Le Comité des sanctions et le Conseil de sécurité des Nations unies se penchent sur la question. N'étant pas membre de ce Comité des sanctions, la Belgique attend la décision qui sera prise. Dès lors que notre pays se soucie surtout de la protection de la population locale, la coopération belge au développement doit poursuivre ses projets locaux. Le ministre renvoie à ce sujet à son collègue en charge de la coopération au développement.

La situation, actuellement, semble plutôt se dégrader au Congo. On parle d'ailleurs aussi d'incidents avec des groupes Maï-Maï, très proches de sites importants au Katanga. La situation est donc assez instable, parce que l'on n'arrive pas à régler les problèmes à l'Est. Le ministre reste convaincu qu'à l'Est, il faut continuer à faire pression pour que les pays voisins, comme le Rwanda mais aussi l'Ouganda, participent activement au processus. Les Nations unies

oplossing te vinden voor het Oosten, via een hervatting van de dialoog tussen de buurlanden en hun presidenten. Momenteel dreigt de situatie te verrotten als er geen initiatief wordt genomen om ze te deblokkeren. De secretaris-generaal heeft daartoe een poging ondernomen. Ook de president van de Verenigde Staten heeft bij president Kagame aangedrongen om een positieve rol te spelen.

Wat de voorstellen van resolutie betreft, is de bestrijding van de straffeloosheid een vaak voorkomend discussiepunt. Dit maakt integraal deel uit van het dossier, en er bestaan al lijsten met sancties tegen onder meer de leiders van M23. Men moet hierin verdergaan, ook al is de minister ervan overtuigd dat er moet worden nagedacht over internationale gerechtshoven voor Afrika. Men kan zich inbeelden dat sommige debatten over mogelijke sancties en veroordelingen binnen Afrikaanse instanties worden gevoerd. Er bestaan al verdragen die dit mogelijk maken.

Men heeft de indruk dat het Internationaal Strafhof in Den Haag vooral bedoeld is voor Afrika, dat andere regio's eraan ontsnappen, en dat de keuze er uiteindelijk in bestaat om ofwel verkiezingen te winnen en het presidentieel paleis te betrekken, ofwel ze te verliezen en naar Den Haag te gaan.

Men kan niet genoeg hameren op de noodzaak om de straffeloosheid of het gevoel van straffeloosheid te bestrijden. Er moeten dus lijsten zijn met sancties en voorwaarden voor vervolging.

De minister legt uit dat er verschillende punten in verband met het nieuwe kaderakkoord op de agenda staan. Men wacht op het groen licht om een versterkt mandaat te geven aan de Monusco, ditmaal met inbreng van nieuwe Afrikaanse troepen.

Wat Rwanda betreft, is er een gesprek aan de gang over het rapport van de Verenigde Naties. Het Sanctiecomité en de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties zijn ermee bezig. België is geen lid van dit Sanctiecomité en wacht dus de beslissing af. Ons land is vooral bekommerd om de bescherming van de plaatselijke bevolking en de Belgische ontwikkelings-samenwerking moet dan ook de lokale projecten verderzetten. De minister verwijst in dit verband naar zijn collega, bevoegd voor ontwikkelingssamenwerking.

De situatie lijkt momenteel veeleer te verslechteren in Congo. Er is trouwens ook sprake van incidenten met Maï-Maï-groeperingen, vlakbij belangrijke sites in Katanga. De situatie is dus erg onstabiel omdat de problemen in het Oosten niet opgelost geraken. De minister blijft ervan overtuigd dat men in het Oosten druk moet blijven uitoefenen op de buurlanden, zoals Rwanda of Uganda, om hen actief te laten deelnemen aan het vredesproces. De Verenigde Naties kunnen dit

peuvent réellement se lancer dans cette démarche avec un envoyé spécial. La Belgique a été sollicitée tout au long de ce processus, et le sera probablement dans des mécanismes de contrôle de l'évolution de la situation, si l'on arrive à désigner un envoyé spécial et à approuver le projet d'accord-cadre.

Le ministre conclut en disant qu'il n'y a pas eu de véritable évolution positive à ce jour, si ce n'est au cours des dernières semaines. Il reste difficile de restaurer la confiance entre les différents présidents des pays de la région des Grands Lacs.

IV. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. De Decker se réjouit que, grâce au dépôt d'une résolution, la commission se penche de manière approfondie sur la situation dans la région.

L'orateur souligne l'importance fondamentale de l'influence de la Belgique dans les instances internationales, lorsqu'il s'agit du Congo et de la Région des Grands Lacs en général.

Aucun autre pays au monde ne dispose de l'influence que nous avons, que ce soit la France, les États-Unis, ou d'autres pays intéressés par la politique africaine.

Avant de prendre certaines options, peut-être parfois après avoir pris des initiatives téméraires, malheureuses, voire dramatiques (cf. la France au Rwanda), on écoute la Belgique, car chacun sait qu'aucun autre pays n'a d'expérience équivalente à la nôtre dans cette région du monde. Nous portons donc une responsabilité fondamentale dans cette région. L'orateur se réjouit de l'intérêt que le ministre porte à celle-ci, et que le Sénat porte à la situation là-bas.

Le problème doit être examiné de manière régionale, comme le ministre vient de le faire.

En effet, le problème des Grands Lacs ne se résume absolument pas aux difficultés anciennes entre le Congo et le Rwanda. L'Ouganda a un rôle vital, de même que le Kenya et la Tanzanie. Plusieurs pays de la région ont une responsabilité collective que le ministre a soulignée en indiquant que les chefs d'État devaient s'entendre davantage.

L'intervenant a accompagné le ministre Guy Verhofstadt lors de sa dernière présence au Conseil de sécurité des Nations unies en 2007, quand la Belgique en était membre. M. Verhofstadt a fait à cette occasion un discours extrêmement important concernant la situation épouvantable provoquée par l'action de la «*Lord's resistance army*» dans le Nord de l'Ouganda. Il a déclaré que cette situation était fondamentalement

pad volgen via een speciale gezant. België werd in dit hele proces betrokken en zal dat waarschijnlijk ook zijn bij de controle van de evolutie van de toestand, indien men een speciale gezant kan aanwijzen en het ontwerp van raamovereenkomst kan goedkeuren.

De minister concludeert dat er tot nu toe geen echt gunstige evolutie is geweest behalve dan de laatste weken. Het blijft moeilijk het vertrouwen te herstellen tussen de onderscheiden presidenten van de landen van de regio van de Grote Meren.

IV. ALGEMENE BESPREKING

De heer De Decker verheugt zich erover dat de commissie, dankzij het indienen van een resolutie, een diepgaande bespreking voert over de situatie in de regio.

Spreker benadrukt het grote belang van de invloed die België heeft in de internationale instellingen wanneer het om Congo gaat en de regio van de Grote Meren in het algemeen.

Geen enkel ander land ter wereld heeft zo'n invloed als ons land, zelfs Frankrijk niet, de Verenigde Staten niet of andere landen die belangstelling hebben voor de Afrikaanse politiek.

Voor er bepaalde keuzes worden gemaakt, soms na het nemen van bepaalde gewaagde, ongelukkige of dramatische (cf. Frankrijk in Rwanda) initiatieven, wordt er naar België geluisterd, want iedereen weet dat geen enkel ander land een gelijkwaardige ervaring heeft met die regio van de wereld. Wij dragen dus een grote verantwoordelijkheid in die regio. Spreker is verheugd over de belangstelling van de minister hiervoor en over de belangstelling van de Senaat voor de situatie ter plaatse.

Het probleem moet regionaal worden bekeken, zoals de minister net heeft gedaan.

Het probleem van de Grote Meren is immers absoluut niet terug te voeren tot de oude problemen tussen Congo en Rwanda. Uganda speelt een fundamentele rol, net zoals Kenia en Tanzania. Verschillende landen uit de regio dragen een collectieve verantwoordelijkheid die de minister heeft benadrukt, waarbij hij erop wees dat de staatshoofden het beter met elkaar moeten kunnen vinden.

Spreker heeft voormalig minister Guy Verhofstadt vergezeld bij zijn laatste vergadering in de VN-Veiligheidsraad in 2007, toen België lid was. De heer Verhofstadt heeft toen een uiterst belangrijke uiteenzetting gegeven over de vreselijke situatie die de «*Lord's resistance army*» veroorzaakte in het noorden van Uganda. Hij deelde mee dat het fundamenteel onaanvaardbaar is dat een bende van ongeveer

inacceptable, s'agissant d'une bande d'environ 3 000 personnes qui s'attaquent aux jeunes et aux enfants pour faire des garçons des enfants-soldats et des femmes des esclaves, alors que le problème pourrait être réglé en quelques mois par une intervention très ferme de la communauté internationale. Il faut poursuivre ce combat car la dégradation de la situation à l'Est du Congo vient du Nord de cette région. L'influence de l'islamisme radical qui provient de cette région est très importante. Il remonte en quelque sorte les sources du Nil et est à l'origine d'une dégradation de la situation depuis des années, dont l'action du « *Lord's resistance army* » est l'élément le plus scandaleux. Lorsqu'on parle de régler la situation dans l'Est du Congo et dans la Région des Grands Lacs, il est important de s'occuper du Nord de l'Ouganda, où il y a eu des émissaires des Nations unies et/ou des négociations ont été menées, mais où la volonté et le courage politiques ont manqué pour agir. On sait combien il est difficile de convaincre des pays d'intervenir, mais puisqu'un aussi petit effort militaire pourrait avoir une aussi grande incidence sur la situation de la région, il serait temps de relancer ce dossier.

L'on sait combien le dialogue, la cohabitation, la coopération entre les présidents Kagamé et Kabila sont un sujet difficile et délicat.

Lorsqu'il était ministre de la Coopération au Développement, l'orateur a consacré beaucoup d'efforts, pendant des mois et des années, à tenter de les rapprocher. Ce n'était pas aisé mais, pendant cette période, on a empêché que la guerre reprenne et que la présence militaire directe du Rwanda sur le territoire congolais s'intensifie. Aujourd'hui, elle se fait par l'intermédiaire de M23, ce qui rend les choses encore plus difficiles. L'intervenant plaide pour que l'on continue les efforts pour entretenir et améliorer les contacts entre ces deux présidents, même si le président Kagamé pose des actes inacceptables. Sans dialogue politique, et en condamnant simplement un pays par rapport à l'autre, on ne réglera rien.

L'embargo sur les armes vis-à-vis du Congo est, aux yeux de l'orateur, contreproductif, et ne favorise pas la paix et la sécurité dans la région. On ne pacifiera pas celle-ci si la RDC n'est pas dotée enfin d'une armée compétente, bien formée, et munie d'un matériel militaire qui lui permet d'assurer la sécurité et l'intégrité de son territoire. Pour y arriver, il faut que ces moyens ne soient attribués qu'aux gouvernements, et qu'en même temps, la formation de l'armée se fasse de manière plus sérieuse que dans le passé.

Enfin, il y a le problème énorme des viols qui sont perpétrés par dizaines de milliers dans l'Est du Congo, et celui du mandat de la Monusco qui ne la contraint pas à adopter une attitude plus courageuse pour intervenir, à tout le moins, chaque fois qu'elle en est témoin.

3 000 personnes jongeren en kinderen aanvalt om van de jongens kindsoldaten te maken en van de vrouwen slaven, terwijl het probleem in enkele maanden tijd kan worden opgelost door een kordate interventie van de internationale gemeenschap. Die strijd moet worden voortgezet want de verslechtering van de situatie in het oosten van Congo wordt veroorzaakt door het noorden van de regio. De invloed van het moslim-fundamentalisme uit die regio is zeer groot. Het klimt als het ware op naar de bronnen van de Nijl en ligt al jaren aan de oorsprong van een verslechtering van de situatie waarbij het optreden van de « *Lord's resistance army* » het meest schandalige element is. Wanneer men het over een oplossing heeft voor de situatie in het oosten van Congo en in de regio van de Grote Meren, moet men naar Noord-Uganda kijken waar VN-gezanten zijn geweest en/of onderhandelingen werden gevoerd maar waar de politieke wil en moed om in te grijpen, ontbraken. Men weet hoe moeilijk het is om landen te overtuigen om in te grijpen, maar aangezien een kleine militaire inspanning een enorme impact kan hebben op de situatie in de regio, wordt het hoog tijd om dat dossier nieuw leven in te blazen.

Wij weten dat het overleg, de omgang en de samenwerking tussen president Kagamé en president Kabila een moeilijk en delicaat onderwerp zijn.

Toen spreker minister voor Ontwikkelingssamenwerking was, heeft hij gedurende maanden en jaren veel inspanningen geleverd om toenadering tussen hen tot stand te brengen. Dat was niet eenvoudig maar in die periode werd voorkomen dat de oorlog opnieuw uitbrak en dat de rechtstreekse militaire aanwezigheid van Rwanda op Congolees grondgebied werd opgevoerd. Momenteel gebeurt dat door bemiddeling van M23 wat de zaken nog moeilijker maakt. Spreker vraagt dat er verder inspanningen worden geleverd om de contacten tussen beide presidenten op gang te houden en te verbeteren, ook al stelt president Kagamé onaanvaardbare daden. Zonder politieke dialoog en door eenvoudigweg het ene land te veroordelen ten opzichte van het andere, wordt er niets opgelost.

Het wapenembargo voor Congo is volgens spreker contraproductief en draagt niet bij tot vrede en veiligheid in de regio. Er zal geen vrede in de regio komen indien de DRC uiteindelijk geen bekwaam, goed opgeleid leger heeft dat uitgerust is met militair materieel waarmee de veiligheid en de integriteit van het grondgebied afgedwongen kan worden. Daartoe moeten die middelen enkel aan de regeringen worden toegekend en tegelijk moet de opleiding van het leger ernstiger worden genomen dan in het verleden.

Ten slotte is er het enorme probleem van de tienduizenden verkrachtingen in het oosten van Congo en het probleem van het mandaat van Monusco dat niet toestaat dat wordt ingegrepen, op zijn minst telkens als Monusco er getuige van is.

Ayant assisté comme parlementaire aux travaux de la Commission d'enquête sur le Rwanda en 1997, l'orateur a vu revenir les troupes belges du Rwanda. Ils déchiraient leur béret bleu sur le tarmac de Zaventem, parce qu'ils avaient vu des femmes se faire violer et massacrer, et que le mandat de l'ONU les empêchait d'abattre le violeur. Au travers des Nations unies, il existe une responsabilité collective à cette non-action.

Aux Nations unies, après le génocide rwandais, le droit international s'est doté d'une nouvelle dimension, à savoir la responsabilité de protéger. Mais si, quand l'ONU est sur place, ses troupes n'interviennent même pas pour arrêter des agissements d'une telle violence, cela pose un problème. Le Secrétaire général de l'ONU envoie des émissaires dans la région, mais au-delà de telles mesures et de tous les discours, il faut tenter d'agir pour, à tout le moins, limiter l'insécurité dans cette région par une attitude plus déterminée face à ce genre de situation.

Mme Vermeulen souligne que la diplomatie belge est reconnue, à l'échelle internationale et européenne, pour son expertise concernant le Congo. Elle a cependant l'impression que les quatre départements concernés, à savoir le cabinet du premier ministre, la Défense, les Affaires étrangères et la Coopération au développement, suivent chacun leur propre politique concernant le Congo. C'est la raison pour laquelle une note politique doit être élaborée d'urgence en vue d'intégrer tous les acteurs dans un ensemble cohérent. Le 5 février 2013, la presse a fait état d'une déclaration du ministre des Affaires étrangères qui souhaite envoyer à nouveau des soldats dans certaines anciennes colonies. L'envoi de soldats au Rwanda et au Congo, notamment, ne serait pas à exclure, moyennant évaluation de la situation. Cette information publiée dans la presse est-elle exacte ?

Mme Arena estime qu'il importe en effet que l'on puisse régulièrement faire le point de la situation en RDC, en particulier dans le cadre de la Région des Grands Lacs.

Le Congo est l'un des plus grands pays africains, qui est à la fois l'un des plus riches et des plus pauvres. Depuis vingt ans, les guerres successives y ont causé des morts que l'on peut compter par millions. Cette situation devient réellement insoutenable, et l'on peut s'accorder avec le ministre lorsque celui-ci dit craindre une aggravation de la situation.

On parle de l'Est du Congo mais, comme le ministre l'a dit, il y a également des problèmes au Katanga, et l'on sent une volonté de déstabilisation de l'État congolais. On peut imaginer ce que représenterait un embrasement de la situation dans l'ensemble du pays. Il faut donc être plus qu'attentif aux événements actuels.

Toen hij als parlamentslid deelnam aan de werkzaamheden van de Onderzoekscommissie Rwanda in 1997, heeft spreker de terugkeer van de Belgische troepen uit Rwanda meegemaakt. Zij verscheurden hun blauwe baret op de tarmac van Zaventem omdat zij hadden gezien hoe vrouwen werden verkracht en afgeslacht en hun UNO-mandaat hen verhinderde de verkrachter af te maken. De Verenigde Naties dragen een collectieve verantwoordelijkheid voor die passiviteit.

Bij de Verenigde Naties kreeg het internationaal recht, na de Rwandese genocide, een nieuwe dimensie, namelijk de verantwoordelijkheid om te beschermen. Maar indien de UNO-troepen die ter plaatse zijn, niet ingrijpen, zelfs niet tegen dergelijk gewelddadig gedrag, dan is er een probleem. De secretaris-generaal van de UNO stuurt gezanten naar de regio maar naast die maatregelen en alle toespraken moet men proberen om minstens de onveiligheid in te regio te temperen door een kordater optreden tegenover dergelijke situaties.

Mevrouw Vermeulen wijst erop dat de Belgische diplomatie internationale en Europese erkenning geniet voor haar expertise inzake Congo. Spreekster heeft echter de indruk dat de vier betrokken departementen hun eigen Congo-beleid uitzetten, met name het kabinet van de eerste minister, Defensie, Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking. Daarom moet er dringend een beleidsnota worden opgesteld om alle actoren te integreren tot een coherent geheel. Op 5 februari 2013 werd er in de pers gewag gemaakt van een verklaring van de minister van Buitenlandse Zaken om opnieuw soldaten te sturen naar ex-kolonies, waarbij niet uitgesloten wordt dat er ook soldaten naar Rwanda en Congo kunnen gezonden worden, mits enige evaluatie. Klopt dit persbericht ?

Mevrouw Arena meent inderdaad dat het belangrijk is om geregeld de balans op te maken over de situatie in de DRC, in bijzonder in het kader van de Regio van de Grote Meren.

Congo is één van de grootste Afrikaanse landen dat tegelijk heel erg rijk is en toch tot de armste landen behoort. Al twintig jaar hebben opeenvolgende oorlogen tot miljoenen doden geleid. Die situatie wordt echt onhoudbaar en wij kunnen met de minister akkoord gaan wanneer hij vreest dat de situatie erger zal worden.

Wij spreken van Oost-Congo maar, zoals de minister zei, zijn er ook problemen in Katanga en men voelt aan dat men de Congolese Staat wil destabiliseren. We kunnen ons voorstellen wat een escalatie van de situatie in het hele land zou betekenen. De huidige gebeurtenissen moeten dus meer dan nauwlettend in het oog worden gehouden.

L'oratrice s'interroge tout d'abord sur la crédibilité des Nations unies en ce qui concerne cette région, sachant qu'un rapport des Nations unies dit clairement qu'à la suite d'une enquête réalisée sur le M23, on a identifié le rôle du Rwanda dans le conflit à l'Est, et que, concomitamment, on a vu arriver le Rwanda au Conseil de sécurité. Cela est interpellant et est de nature à retirer toute crédibilité aux Nations unies en ce qui concerne le conflit à l'Est du Congo. Il en va de même pour l'évaluation du mandat de la Monusco. Il y a effectivement 17 000 hommes présents actuellement, et la volonté a été exprimée d'en ajouter 2 000 par le biais des armées africaines. Il convient plutôt d'évaluer la mission actuelle de la Monusco, et de voir comment, avec les 17 000 hommes présents, on peut améliorer son efficacité.

La Conférence des Grands Lacs était censée promouvoir un dialogue sur la question des frontières, des flux et des ressources. Qu'en est-il de cette Conférence? S'agit-il d'un échec, d'un arrêt ou d'un *stand-by*?

Il y a effectivement une question de représentation politique au sein des instances et de l'État congolais, mais il y a aussi la question des ressources et de l'exploitation de celles-ci en lien avec les pays voisins. Le gouvernement congolais avait annoncé qu'il libérerait les mines du contrôle de l'armée. Qu'en est-il aujourd'hui? Ne faudrait-il pas envisager aussi que la Monusco puisse jouer un rôle dans la protection de l'extraction des ressources et la garantie de la traçabilité de celles-ci, ainsi que dans le contrôle aux frontières? On sait en effet qu'il existe un trafic important entre la RDC et les pays voisins.

Il est vrai que la Belgique est écoutée dans les instances multilatérales. Par contre, en RDC, elle l'est de moins en moins. D'autres acteurs, tels que la Chine, elle aussi au Conseil de sécurité, ou les États-Unis, ont un rôle important à jouer. Les États-Unis avaient adopté la loi Dodd-Frank, qui demandait la traçabilité et qui a eu des effets négatifs en RDC. Quelle est leur position par rapport à cette question des ressources? Qu'en est-il de la Chine?

Les États-Unis continuent-ils à soutenir le Rwanda?

M. De Groote renvoie à la question orale qu'il a posée, le 31 janvier 2013, au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, sur «l'expulsion de notre attaché de défense au Rwanda» (doc. Sénat, n° 5-833). Il souhaiterait avoir des précisions sur ce conflit récent entre la Belgique et le Rwanda, dans le cadre duquel l'attaché belge à Kigali a été rappelé pour d'obscures raisons.

M. Verstreken constate que le Rwanda est pointé du doigt dans ce conflit, mais il se demande quel rôle joue

Spreekster stelt zich vragen over de geloofwaardigheid van de Verenigde Naties voor wat die regio betreft. In een VN-verslag staat immers duidelijk dat na een onderzoek over M23 de rol van Rwanda in het conflict in het Oosten niet te negeren valt. Tegelijk werd Rwanda lid van de Veiligheidsraad. Dat roept vragen op en ontnemt de Verenigde Naties elke geloofwaardigheid voor wat het conflict in Oost-Congo betreft. Hetzelfde geldt voor de evaluatie van het Monusco-mandaat. Er zijn effectief 17 000 manschappen aanwezig momenteel en men zou er 2 000 aan willen toevoegen via de Afrikaanse legers. Men dient veeleer de huidige missie van Monusco te evalueren en na te gaan hoe de doeltreffendheid met de huidige 17 000 manschappen kan worden verbeterd.

De Grote Meren-conferentie zou de dialoog bevorderen over het probleem van de grenzen, stromen en grondstoffen. Hoeveel staat het met die conferentie? Is er sprake van een mislukking, een stilstand of een *stand-by*?

Er is effectief een probleem van politieke vertegenwoordiging binnen de Congolese instanties en de Congolese Staat, maar er is ook het probleem van de grondstoffen en de exploitatie ervan in samenhang met de buurlanden. De Congolese regering had aangekondigd dat de controle van het leger op de mijnen zou worden opgeheven. Is dat gebeurd? Moet er niet worden overwogen om Monusco ook een rol te laten vervullen bij de bescherming van de ontginning van de grondstoffen, de traceerbaarheid ervan en het toezicht aan de grenzen? Er is immers veel handel tussen de DRC en de buurlanden.

Het klopt dat er naar België wordt geluisterd in de multilaterale instanties. Maar in de DRC is dat steeds minder het geval. Andere spelers, zoals China, die ook in de Veiligheidsraad zit, of de Verenigde Staten, hebben ook een belangrijke rol te vervullen. De Verenigde Staten hebben de Dodd-Frank-wet goedgekeurd waarin om de traceerbaarheid werd verzocht maar die negatieve gevolgen heeft gehad in de DRC. Wat is hun standpunt over dat grondstoffenprobleem? Hoe staat het met China?

Blijven de Verenigde Staten Rwanda steunen?

De heer De Groote verwijst naar zijn mondelinge vraag van 31 januari 2013 aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de uitwijzing van onze Belgische defensieattaché in Rwanda» (stuk Senaat, nr. 5-833). Hij wenst uitleg te krijgen over dit recente conflict tussen België en Rwanda waarbij de Belgische attaché in Kigali om onduidelijke redenen werd teruggeroepen.

De heer Verstreken stelt vast dat Rwanda in dit conflict met de vinger wordt gewezen maar welke rol

l'Ouganda dans ce dossier. Le Conseil de sécurité des Nations unies prévoit-il des sanctions contre ce pays ?

M. Vanlouwe estime que les problèmes dans l'Est du Congo ne sont pas imputables uniquement aux pays voisins, à savoir le Rwanda et l'Ouganda. Le Congo lui-même porte une responsabilité dans ce domaine. Il s'agit de respecter l'État de droit et les droits de l'homme. De plus, l'armée et les services de sécurité doivent être réformés. Peu de progrès ont été enregistrés, malgré les recommandations de la Belgique à cet égard. Des rapports récents publiés par des ONG évoquent d'ailleurs aussi l'énorme responsabilité que porte Kinshasa elle-même. Le calendrier électoral n'est pas respecté : les élections provinciales et locales qui étaient prévues en mars 2012 n'ont finalement pas eu lieu. D'ailleurs, le Sénat congolais n'est pas légitimement constitué, puisqu'il comprend des représentants provinciaux qui n'ont toujours pas été élus. Il y a donc clairement un déficit démocratique.

Notre pays a accordé un montant d'environ 16,5 millions d'euros pour contribuer à l'organisation des élections présidentielles et parlementaires, à condition qu'elles se déroulent de manière correcte et transparente. Il est prévu également que la Belgique verse une deuxième tranche de près de 3,5 millions d'euros dans une phase ultérieure.

La Monusco est la plus grande opération militaire au monde, dans le cadre de laquelle 17 000 hommes, militaires et civils, sont présents sur place actuellement. Notre pays a envoyé un détachement d'une centaine de personnes à Kisangani et a mis un C130 à disposition. Comment peut-on améliorer l'efficacité de la Monusco ? La contribution belge a-t-elle déjà été évaluée ?

V. RÉPONSES DU MINISTRE

En ce qui concerne le rappel de l'attaché militaire au Rwanda, le ministre a demandé des informations mais n'a pas encore obtenu de réponse quant aux raisons de cette décision.

Notre pays a demandé au Conseil de sécurité des Nations unies et au Comité des sanctions de lui communiquer leurs remarques concernant le rôle, certes plus limité, joué par l'Ouganda. Jusqu'à présent, notre pays n'a pas reçu de réponse en la matière. Par ailleurs, la Belgique prône le dialogue avec toutes les parties concernées, y compris donc l'Ouganda.

La Conférence des Grands Lacs a par exemple joué un rôle dans le retrait du M23 de Goma. Tant que l'on ne pourra pas relancer un véritable dialogue à l'échelle de la Région des Grands Lacs, que ce soit dans le cadre de la Conférence ou autrement, il est évident que l'on n'en sortira pas.

spéelt Uganda hierin ? Voorziet de VN-Veilighedsraad eventueel in sancties tegen dit land ?

De heer Vanlouwe is van oordeel dat de problemen inzake Oost-Congo niet alleen hun oorsprong vinden in de buurlanden Rwanda en Uganda maar dat ook Congo zelf hierin een rol speelt. De rechtstaat en de rechten van de mens moeten gerespecteerd worden. Het leger en de veiligheidsdiensten moeten ook hervormd worden. Ondanks aanbevelingen van België op dit vlak zijn weinig resultaten geboekt. In recente rapporten van NGO's wordt trouwens eveneens verwezen naar de enorme verantwoordelijkheid van Kinshasa zelf. De verkiezingskalender wordt niet nageleefd : de provinciale en lokale verkiezingen die in maart 2012 hadden moeten doorgaan, hebben uiteindelijk niet plaatsgevonden. De Congolese Senaat is trouwens niet legitiem samengesteld want hij omvat een vertegenwoordiging van de provincies die nog steeds niet verkozen zijn. Er is dus duidelijk een democratisch deficit.

Ons land heeft zo'n 16,5 miljoen euro bijgedragen om de presidents- en parlementsverkiezingen mogelijk te maken onder voorwaarde van een correct en transparant verloop ervan. Een tweede schijf van zo'n 3,5 miljoen euro zou pas in een latere fase gestort worden.

De Monusco is de grootste militaire operatie ter wereld. Er zijn op dit ogenblik 17 000 militaire en burgerlijke manschappen aanwezig. Voor ons land is er een detachement van een honderdtal personen actief in Kisangani en er is een C130 ingezet. Hoe kan de doelmatigheid van de Monusco verbeterd worden en is er al een evaluatie gebeurd van de Belgische bijdrage ?

V. ANTWOORDEN VAN DE MINISTER

Wat de terugroeping betreft van de militaire attaché in Rwanda, werd door de minister informatie gevraagd maar er werden hem tot nu toe nog geen redenen medegedeeld.

Ons land wacht op de beslissingen van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties en het Sanctiecomité betreffende de rol van Rwanda en de, weliswaar, kleinere rol van Uganda. Tot nu is daarover nog geen beslissing genomen. Ons land staat trouwens een dialoog voor met alle betrokken partijen dus ook met Uganda.

De Conferentie van de Grote Meren heeft bijvoorbeeld een rol gespeeld in de terugtrekking van de M23 uit Goma. Het is duidelijk dat zolang men geen echte dialoog kan heropstarten op het niveau van de Regio van de Grote Meren, in het raam van de Conferentie of op een andere manier, men er niet uitkomt.

L'orateur était d'ailleurs assez inquiet de voir les réunions se multiplier entre les présidents, car il y avait une série de décisions à prendre, par exemple sur la force internationale dont on parle depuis des mois. Sans qu'il y ait un envoyé spécial, on ne progressera pas. Mais la conférence peut jouer un rôle à certains moments. Pour ce qui est des autres acteurs possibles, chacun a pu constater qu'aux États-Unis, la désignation du nouveau secrétaire d'État a donné lieu à quelques débats au Congrès américain et dans la presse concernant les choix possibles et les relations de certains diplomates américains avec le Rwanda, même au plus haut niveau.

Pour ce qui concerne les ressources naturelles, la Belgique a pris une initiative avec le Gabon, lors d'un forum à New York, en marge de la réunion de l'Assemblée générale. De plus en plus de partenaires sont disposés à se mettre autour de la table et des ONG ont soutenu cette initiative. L'objectif est notamment d'instaurer une plus grande transparence dans le secteur minier. Elle consisterait, en un premier temps, à savoir qui reçoit une concession, à quel prix et pour quelle quantité. Si l'on pouvait déjà avoir une résolution sur la transparence avec ces éléments de base, même sans entrer davantage dans les détails, on enclencherait un processus.

Les secrétaires d'État des États-Unis prennent régulièrement contact avec la Belgique. Notre pays prend part aux débats internationaux en raison de son rôle de fondateur de l'Union européenne, de son alliance transatlantique et de sa participation à des opérations décidées dans ce cadre, et en raison de son expertise et du rôle qu'elle peut jouer au Congo.

L'orateur a pu constater la présence de la Chine en différentes occasions, lors du Sommet de la francophonie : réfection de routes, rénovation d'hôtels, ouvriers chinois présents à la séance d'ouverture.

Avec la Chine, on tente d'établir des collaborations, des partenariats, et de faire accepter un certain nombre de règles en matière de financement, de contrats, de développement.

Il est frappant de constater que l'on parle partout des pays émergents, mais que l'on semble très surpris lorsqu'on est confronté à cette émergence sur le terrain ...

Quant au rôle que pourrait jouer la Chine, il reste du chemin à parcourir. L'orateur renvoie au dossier syrien, où la Chine se trouve sur la même ligne que la Russie.

Mme Arena fait observer que le gouvernement congolais a tendance à s'opposer à toute transparence

Spreker maakte zich overigens nogal zorgen toen hij zag dat het aantal vergaderingen onder presidenten opliep, omdat er een aantal beslissingen moest worden genomen, bijvoorbeeld over de internationale strijd-macht waarover men al maanden spreekt. Zonder een bijzonder gezant zal men geen vooruitgang boeken. Maar op bepaalde ogenblikken kan de conferentie een rol spelen. Wat de andere mogelijke actoren betreft, heeft iedereen kunnen vaststellen dat de aanwijzing van de nieuwe minister van Buitenlandse Zaken in de Verenigde Staten aanleiding heeft gegeven tot enkele debatten in het Amerikaans Congres en in de pers over de mogelijke keuzes en de relaties van bepaalde Amerikaanse diplomaten met Rwanda, zelfs op het hoogste niveau.

Wat de natuurlijke rijkdommen betreft, heeft België met Gabon op een forum in New York een initiatief genomen, in de marge van de vergadering van de Algemene Vergadering. Steeds meer partners zijn bereid rond de tafel te zitten en NGO's hebben dat initiatief gesteund. Het doel is meer transparantie te brengen in de mijnsector. In een eerste fase is het de bedoeling te weten wie een concessie krijgt, tegen welke prijs en voor welke hoeveelheid. Als men al een resolutie over transparantie kon hebben met die basisgegevens, al is het zonder verdere details, dan zou men een proces op gang brengen.

De ministers van Buitenlandse Zaken van de Verenigde Staten nemen geregeld contact op met België. Ons land neemt deel aan de internationale debatten wegens zijn rol als stichtend lid van de Europese Unie, zijn transatlantisch bondgenootschap en zijn deelname aan de operaties waartoe in die context wordt beslist en wegens zijn deskundigheid en de rol die het in Congo kan spelen.

Spreker heeft de aanwezigheid van China bij verschillende gelegenheden naar aanleiding van de Top van de Francophonie kunnen vaststellen : reparatie van wegen, renovatie van hotels, Chinese arbeiders op de openingszitting.

Men probeert met China tot samenwerking en partnerschap te komen en de aanvaarding van een aantal regels te verkrijgen inzake financiering, contracten, ontwikkeling.

Het is treffend dat men het overal over de opkomende landen heeft, maar dat men heel verrast lijkt wanneer men in de praktijk met die opkomst geconfronteerd wordt ...

Wat de rol betreft die China kan spelen, is er nog een weg af te leggen. Spreker verwijst naar het Syrische dossier, waar China op dezelfde lijn zit als Rusland.

Mevrouw Arena wijst erop dat de Congolese regering de neiging heeft zich tegen elke transparantie

par rapport à la question de la Chine. Ainsi, un journaliste congolais a eu le malheur d'investiguer sur le fonctionnement d'un hôpital chinois, et il a été incarcéré par les autorités congolaises.

Le ministre répond que c'est la raison pour laquelle l'initiative précitée a été prise dans le secteur minier. La transparence dans ce domaine se heurte à des intérêts importants de certains pays et compagnies. On essaie aussi d'intervenir auprès des États. En 2012, à chacun de ses contacts avec les autorités chinoises, l'intervenant est revenu sur le dossier de l'Afrique centrale, et de l'Afrique en général.

Parfois, des collaborations d'entreprises peuvent aussi faire progresser les choses. Mais le travail se fait aussi à l'égard de certains partenaires européens. Le ministre évoque à ce sujet les possibilités d'exploration, sans parler encore d'exploitation, de sites pétroliers jouxtant ou faisant partie du parc des Virungas. L'orateur est intervenu à ce sujet auprès de son collègue britannique. Cela a aussi suscité la réaction de compagnies comme Total, qui est venue de sa propre initiative à l'ambassade de Belgique à Paris pour indiquer qu'elle ne souhaitait pas développer de politique d'exploration ou d'exploitation dans la région. Les derniers échos que le ministre a reçus du parc des Virungas restent cependant toujours un peu inquiétants quant au risque de voir se développer la phase d'exploration.

Le non-respect du calendrier électoral a provoqué un gel de la seconde phase de financement de l'aide au développement. L'aide financière sera suspendue si les différents paramètres et réformes n'évoluent pas favorablement.

Le ministre revient ensuite sur le rôle de la Belgique. Dans tous les dossiers internationaux, et en particulier africains, des phases d'intérêt et de réaction très forte de la communauté internationale et des phases de « fatigue » se succèdent. L'une des tâches de la Belgique est de ramener sans cesse le dossier de l'Afrique centrale sur la table, quand d'autres, parfois pour des raisons notamment historiques, ont les yeux tournés vers la Somalie, la Syrie, le Mali ou le Moyen-Orient. Cette tâche n'est pas aisée.

La Belgique peut difficilement imposer des sanctions au Rwanda car elle n'est pas membre du Conseil de sécurité, ni du Comité des sanctions. De toute manière, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas l'intention d'aller aussi loin.

C'était d'ailleurs la raison de notre abstention lors du vote sur la participation du Rwanda au Conseil de sécurité des Nations unies. Mais les abstentions n'étaient pas très nombreuses, y compris au sein de l'Union européenne.

in verband met China te verzetten. Een Congolees journalist was bijvoorbeeld zo ongelukkig de werking van een Chinees ziekenhuis te onderzoeken. Hij werd door de Congolese overheid opgesloten.

De minister antwoordt dat het genoemde initiatief in de mijnsector om die reden is genomen. Transparantie op dat gebied botst met grote belangen van bepaalde landen en maatschappijen. Men probeert ook op te treden bij de staten. Spreker is in 2012 bij al zijn contacten met de Chinese overheidsinstanties teruggekomen op het dossier van Centraal Afrika en van Afrika in het algemeen.

Soms kan ook samenwerking van ondernemingen de zaken doen vooruitgaan. Maar er wordt ook gewerkt met bepaalde Europese partners. De minister wijst in dat verband op de mogelijkheden van de exploratie van olievindplaatsen naast of in het Virungapark, zonder het al over de exploitatie ervan te hebben. Spreker heeft hierover contact gehad met zijn Britse collega. Dat heeft ook de reactie van maatschappijen als Total met zich gebracht, die zelf naar de Belgische ambassade in Parijs is gekomen om te zeggen dat ze in de regio geen exploratie- of exploitatiebeleid wenste te ontwikkelen. Het laatste nieuws dat de minister over het Virungapark vernomen heeft blijft echter ietwat verontrustend inzake het risico dat er zich een exploratiefase ontwikkelt.

Wat de verkiezingen betreft, is er een bevrozing van de tweede fase voor financiering van de ontwikkelingshulp. Er zal geen geld meer gegeven worden als er geen gunstige evolutie van de verschillende parameters en hervormingen is.

Vervolgens komt de minister terug op de rol van België. In alle internationale dossiers, en vooral in de Afrikaanse dossiers, volgen fasen van belangstelling en van zeer hevige reactie van de internationale gemeenschap en fasen van « vermoeidheid » elkaar op. Een van de taken van België is het dossier van Centraal Afrika voortdurend weer op tafel te leggen, wanneer anderen, soms om historische redenen, de blik op Somalië, Syrië, Mali of het Midden Oosten gericht hebben. Dat is geen gemakkelijke taak.

België kan moeilijk sancties opleggen aan Rwanda. Het is noch lid van de Veiligheidsraad noch van het Sanctiecomité. De UNO-Veiligheidsraad heeft trouwens geen intentie om zover te gaan.

Dat was overigens de reden van onze onthouding toen er werd gestemd over het lidmaatschap van Rwanda aan de VN-Veiligheidsraad. De onthoudingen waren echter niet erg talrijk, ook in de Europese Unie niet.

Notre pays discutera cependant de l'aide au développement avec le Rwanda, mais cela se fera dans un cadre européen ou international.

La Belgique demande continuellement à la communauté internationale d'intensifier son action en faveur de l'Afrique centrale mais ne peut pas y envoyer de troupes en raison des recommandations formulées par la commission du Sénat sur le Rwanda de 1997. Ce point ne peut-il pas être débattu? La Belgique est appréciée pour sa coopération avec la Libye et son intervention au Mali, par exemple.

Le ministre répète que le représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Bamako avait déclaré que l'opération au Mali était demandée par le Mali à la France, un ancien pays colonisateur, et qu'il s'agissait d'une opération africaine parce que voulue et organisée par les Africains. Si ce raisonnement se tient sur le plan juridique, concrètement, c'est l'armée française qui agit.

Un débat à ce sujet serait, aux yeux du ministre, plus intéressant que de multiplier les explications sur la politique africaine de la Belgique en général, dont on voit bien qu'elle est aussi liée à des événements que nous vivons au jour le jour.

En outre, il ne faut pas sous-estimer le problème de la déstabilisation actuelle au Congo.

Beaucoup d'autres groupes que le M23 sont en train de développer la violence et d'utiliser cette situation de déstabilisation pour semer encore davantage le chaos. Divers éléments jouent un rôle, y compris la criminalité, l'exploitation des ressources et, malheureusement, des violences.

Le Dr. Mukuege a pu regagner son hôpital à Panzi, même s'il doit sans doute encore vivre pour le moment à l'intérieur de l'hôpital, et s'abstenir de se rendre à sa résidence. On a obtenu que la Monusco s'occupe de sa protection et des équipes sur place, ce qui n'exclut pas que les forces congolaises le fassent également.

Le Congo est en très grande partie responsable de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Ons land zal wel de ontwikkelingshulp met Rwanda bespreken evenwel in een Europees of internationaal kader.

België vraagt steeds aan de internationale gemeenschap om meer te doen voor Centraal Afrika maar kan zelf geen troepen sturen door de aanbevelingen van de Rwanda Senaatscommissie van 1997. Kan hier geen debat over gevoerd worden? België wordt geapprecieerd om zijn samenwerking met Libië en om zijn optreden in Mali bijvoorbeeld.

De minister herhaalt dat de vertegenwoordiger van de *Economic Community of West African States* (ECOWAS) in Bamako verklaard had dat de operatie in Mali door Mali aan Frankrijk, een gewezen kolonisator, gevraagd was, en dat het om een Afrikaanse operatie ging omdat ze door de Afrikanen gewild en georganiseerd werd. Juridisch klopt die redenering misschien wel, maar concreet is het het Franse leger dat handelt.

Een debat daarover zou volgens de minister interessanter zijn dan veel uitleg te geven over het Afrikabeleid van België in het algemeen, waarvan men duidelijk ziet dat het ook afhankelijk is van de gebeurtenissen die we dag na dag meemaken.

Men mag evenmin het probleem van de huidige destabilisering in Congo onderschatten.

Talrijke andere groeperingen dan de M23 zijn het geweld aan het aanwakkeren en de toestand van destabilisering aan het gebruiken om nog meer chaos te scheppen. Allerlei factoren spelen een rol, ook de misdaad, de exploitatie van de rijkdommen en, helaas, geweld.

Dr. Mukuege is naar zijn ziekenhuis in Panzi kunnen terugkeren, ook al moet hij momenteel waarschijnlijk in het ziekenhuis wonen en kan hij niet naar huis gaan. We hebben verkregen dat de Monusco voor zijn bescherming instaat, met teams die zich ter plaatse bevinden, wat niet uitsluit dat het Congolese leger dat ook doet.

Congo heeft een zeer grote verantwoordelijkheid voor de situatie waarin het nu verkeert.

VI. INTERVENTION DE M. JEAN-PASCAL LABILLE, MINISTRE DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, CHARGÉ DES GRANDES VILLES AU SUJET DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION RELATIVE AU CONFLIT DANS L'EST DU CONGO ET À L'IMPLICATION DU RWANDA ET DE L'OUGANDA (doc. Sénat, n° 5-1931)

Il est dommage que le texte se limite à la création du M23, la problématique de conflits dans la région étant bien plus large, plus compliquée et à situer dans son histoire. Pour comprendre la création du M23 et l'implication probable du Rwanda et de l'Ouganda, il faut la situer dans la problématique de discrimination ethnique dans la région, d'incapacité et de fragilité de l'État et de ses institutions (surtout congolais mais aussi rwandais), des intérêts particuliers et donc des alliances parfois inattendues des élites des différents partis impliqués.

Il est dommage que le texte ne prenne nullement en considération les développements politiques et diplomatiques dans la région (CIRGL, Union Africaine, efforts des pays SADC, ...) qui ont mené à la signature, par onze pays de cette région, d'un accord cadre d'importance, surtout symbolique, mais pourtant non dépourvu de pertinence.

De plus, la Belgique n'a jamais suspendu la coopération bilatérale. On a seulement reporté une décision concernant un nouveau programme d'aide budgétaire sectoriel (santé), et ce, en premier lieu, en raison de mesures d'austérité budgétaire.

La communauté internationale a décidé récemment (les semaines passées et encore ce 26 février, au comité FED) d'assouplir les mesures vis-à-vis du Rwanda. À l'égard de l'Ouganda, la communauté internationale n'a jamais envisagé des mesures de suspension de l'aide, motivées par son implication dans le conflit. Cette proposition de résolution se situe donc hors du consensus international retrouvé.

On a fait déjà beaucoup d'efforts pour arriver à une position commune, confirmée le 26 février 2013 au COPS et au comité FED. Le résultat est justement un assouplissement en fonction de la situation plus positive actuelle. Mais on reste vigilant et l'on ajoute un message politique commun à l'Union européenne.

La réorientation des programmes gouvernementaux (PIC), l'aide aux réfugiés ne sont pas évidents : il s'agit de différentes lignes budgétaires et de différentes logiques. En outre, chaque projet ou programme de coopération bénéficie à la population des pays parte-

VI. TOESPRAAK VAN DE HEER JEAN-PASCAL LABILLE, MINISTER VAN OVERHEIDSBEDRIJVEN EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, BELAST MET GROTE STEDEN, OVER HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE INZAKE HET CONFLICT IN OOST-CONGO EN DE BETROKKENHEID VAN RWANDA EN UGANDA (stuk Senaat, nr. 5-1931)

Het is jammer dat de tekst beperkt blijft tot de oprichting van M23, want het conflict in de regio is veel ruimer en ingewikkelder en moet in een historische context worden bekeken. Om de oprichting van M23 en de waarschijnlijke betrokkenheid van Rwanda en Uganda te begrijpen, moet men dit plaatsen in het kader van etnische discriminatie in de regio, van het onvermogen en de zwakte van de Staten en hun instellingen (vooral Congo maar ook Rwanda), van particuliere belangen en dus soms onverwachte bondgenootschappen van de elites van de verschillende betrokken partijen.

Het is jammer dat de tekst geen rekening houdt met de politieke en diplomatieke ontwikkelingen in de regio (CIRGL, Afrikaanse Unie, inspanningen van de SADC-landen), die ertoe geleid hebben dat elf landen in de regio een kaderovereenkomst hebben ondertekend die weliswaar vooral symbolische waarde heeft, maar niettemin relevant is.

Bovendien heeft België de bilaterale samenwerking nooit opgeschort. Het heeft alleen een beslissing betreffende een nieuw programma van sectorale begrotingshulp (gezondheid) uitgesteld, in de eerste plaats in het raam van de besparingsmaatregelen.

De internationale gemeenschap heeft onlangs (de vorige weken, en laatst nog op 26 februari in het FED-comité) besloten de maatregelen tegen Rwanda te versoepelen. Wat Uganda betreft, heeft de internationale gemeenschap nooit overwogen de hulp op te schorten wegens zijn betrokkenheid in het conflict. Dit voorstel van resolutie bevindt zich dus buiten de hervonden internationale consensus.

Er zijn al veel inspanningen geleverd om tot een gemeenschappelijk standpunt te komen, dat op 26 februari 2013 bevestigd werd in het PSC en het FED-comité. Het resultaat is net een versoepeling als gevolg van de positievere huidige situatie. Men blijft echter waakzaam en men voegt een gemeenschappelijke politieke boodschap van de Europese Unie toe.

De heroriëntering van de regeringsprogramma's (ISP) en de vluchtelingen hulp zijn niet evident : het gaat om verschillende begrotingslijnen en verschillende logica's. Bovendien komt elk ontwikkelingsproject of -programma ten gunste van de bevolking

naires, parfois soit de manière indirecte, soit à plus long terme.

VII. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Considéran

Point H

Amendement n° 4

Mmes Arena et Lijnen déposent l'amendement n° 4 qui tend à supprimer à la fin du point H les mots :

«et la décision prise récemment de suspendre temporairement une partie de l'aide bilatérale».

Mme Arena explique que la Belgique n'a jamais suspendu la coopération bilatérale avec ces pays, comme l'a indiqué le ministre de la Coopération au Développement. Seule une décision concernant un nouveau programme d'aide budgétaire sectoriel (santé) a été reportée, mais pour des raisons essentiellement techniques.

L'amendement n° 4 est adopté par 8 voix et 1 abstention.

Point M (nouveau)

Amendement n° 5

Mmes Arena et Lijnen déposent l'amendement n° 5 qui tend à ajouter dans les considérants un nouveau point M, rédigé comme suit :

«M. considérant l'accord-cadre, signé dimanche 24 février 2013 à Addis-Abeba par onze pays africains sur le retour de la paix en RDC, qui appelle les pays de la région «à ne pas tolérer ni porter assistance ou soutien à aucune forme de groupes armés» en RDC et qui vise le retour de la paix dans l'Est de la RDC, en proie à des groupes armés nationaux et étrangers.»

Mme Arena précise qu'il s'agit d'une actualisation du document en fonction de l'évolution des avancées diplomatiques de ces dernières semaines.

L'amendement n° 5 est adopté par 8 voix et 1 abstention.

van de partnerlanden, soms onrechtstreeks, soms op langere termijn.

VII. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Considerans

Punt H

Amendement nr. 4

De dames Arena en Lijnen dienen amendement nr. 4 in, teneinde op het einde van punt H de volgende woorden te doen vervallen :

«alsook de recente beslissing om een deel van de bilaterale hulp tijdelijk te schorsen».

Mevrouw Arena legt uit dat België de bilaterale hulp met die landen nooit heeft opgeschort, zoals de minister van Ontwikkelingssamenwerking heeft aangegeven. Er is alleen een beslissing bekend betreffende een nieuw programma van sectorale (gezondheidszorg)begrotingshulp, maar dat was hoofdzakelijk om technische redenen.

Amendement nr. 4 wordt aangenomen met 8 stemmen en 1 onthouding.

Punt M (nieuw)

Amendement nr. 5

De dames Arena en Lijnen dienen amendement nr. 5 in, dat in de considerans, een punt M wil toevoegen, luidende :

«M. gelet op de kaderovereenkomst over de terugkeer van de vrede in Congo, die op zondag 24 februari 2013 in Addis-Abeba door elf Afrikaanse landen is ondertekend en de landen in de regio oproept om geen enkele gewapende groep in de DRC te gedogen, bij te staan of te steunen, en die de terugkeer van de vrede beoogt in het door binnenlandse en buitenlandse gewapende groepen geteisterde Oost-Congo.»

Mevrouw Arena legt uit dat het gaat om een actualisering van de tekst na de diplomatieke vooruitgang van de laatste weken.

Amendement nr. 5 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement n° 7

M. Vanlouwe et consorts déposent l'amendement n° 7, qui vise à compléter les considérants par un point M rédigé comme suit :

« M. se référant à l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, signé à Addis Abeba le 24 février 2013 par onze États africains, qui y soulignent l'importance : (i) que le gouvernement de la RDC s'attelle à la réforme du secteur de la sécurité et de son appareil d'État et au développement de la démocratie et de l'État de droit, (ii) que les pays de la région s'engagent à ne plus s'ingérer dans les affaires de la RDC et (iii) que la communauté internationale renouvelle son engagement, s'attelle à une révision de la Monusco et désigne un envoyé spécial des Nations unies, ».

M. Vanlouwe explique que l'accord-cadre d'Addis Abeba met en avant trois composantes nécessaires à une paix durable dans l'Est du Congo.

L'amendement n° 7 est rejeté par 8 voix et 1 abstention.

Dispositif

Point *2bis* (nouveau)

Amendement n° 1

M. Vanlouwe et consorts déposent l'amendement n° 1 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point *2bis* rédigé comme suit :

« *2bis.* d'insister auprès des détenteurs du pouvoir à Kinshasa, en particulier auprès du président Joseph Kabila, pour qu'ils s'attellent à la construction de l'État de droit, de la démocratie et d'un appareil sécuritaire, et qu'ils prennent à cœur la lutte contre la corruption. »

M. Vanlouwe souligne qu'il est malhonnête et inexact d'imputer la responsabilité du conflit dans l'Est du Congo aux seuls voisins rwandais et ougandais, même si ceux-ci sont incontestablement impliqués dans les combats, comme l'indique le rapport des Nations unies. On ne peut en effet négliger d'autres causes, inhérentes au pouvoir en place à Kinshasa, notamment le déficit démocratique (mécontentement à la suite d'élections présidentielles chaotiques et déloyales en 2011), le déficit d'un « État de droit », l'impunité et la corruption. Selon *Transparency International*, la République démocratique du Congo reste un des pays les plus corrompus au monde. Une réforme des Forces armées de la République démocratique

Amendement nr. 7

De heer Vanlouwe c.s. dient amendement nr. 7 in dat er toe strekt in de considerans een punt M (nieuw) toe te voegen, luidende :

« M. verwijzend naar het kaderakkoord voor vrede, veiligheid en samenwerking in DRC en de ruime regio van de Grote Meren dat op 24 februari 2013 werd ondertekend door elf Afrikaanse staten in Addis Abeba en waarin wordt aangehaald dat : (i) de Congolese regering werk moet maken van de hervorming van de veiligheidssector en haar overheidsapparaat en de ontwikkeling van democratie en de rechtsstaat, (ii) de landen in de regio er zich toe verbinden niet langer te interfereren in Congolese aangelegenheden en (iii) de internationale gemeenschap haar engagement moet vernieuwen, een review doen van de Monusco en een VN-speciale gezant moet aanduiden, ».

De heer Vanlouwe legt uit dat het kaderakkoord van Addis Abeba verwijst naar drie componenten die vervuld moeten worden opdat een duurzame vrede in Oost-Congo mogelijk is.

Amendement nr. 7 wordt verworpen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Dispositief

Punt *2bis* (nieuw)

Amendement nr. 1

De heer Vanlouwe c.s. dient amendement nr. 1 in dat ertoe strekt om in het dispositief een punt *2bis* in te voegen, luidend als volgt :

« *2bis.* er bij de machtshebbers in Kinshasa, en meer bepaald bij president Joseph Kabila, op aan te dringen, werk te maken van de opbouw van de rechtsstaat, de democratie, een veiligheidsapparaat en de strijd tegen de corruptie ter harte te nemen. »

De heer Vanlouwe wijst erop dat het oneerlijk is en onjuist om de oorzaken van het conflict in Oost-Congo alleen maar te plaatsen bij buurlanden Rwanda en Uganda. Beide landen zijn ontegensprekelijk betrokken in de gevechten, zoals het VN-rapport bewijst. Andere oorzaken die in Kinshasa liggen mogen immers ook niet over het hoofd worden gezien, met name het gebrek aan democratie (onvrede na de chaotische en oneerlijke presidentiële verkiezingen in 2011), het gebrek aan « rechtsstaat », de straffeloosheid en de corruptie. Volgens *Transparency International* blijft de DRC nog steeds één van de meest corrupte landen ter wereld. Een hervorming van de FARDC (het Congolees leger) zonder een functione-

cratique du Congo (FARDC — l'armée congolaise) sans un appareil sécuritaire en état de marche maintiendra l'impunité.

L'intervenant renvoie à l'audition de M. Kengo wa Dondo, président du Sénat congolais, tenue le 5 mars 2013 par les commissions des Relations extérieures conjointes de la Chambre et du Sénat, et où le problème de la corruption a été évoqué tant par M. Kengo wa Dondo que par les parlementaires.

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Amendement n° 8

M. Hellings dépose l'amendement n° 8 qui tend à insérer dans le dispositif un point *2bis*, libellé comme suit :

« *2bis.* D'insister auprès du Rwanda, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et des autres pays concernés sur la nécessité de respecter et de mettre en œuvre les accords du 24 février d'Addis Abeba, en particulier pour ce qui concerne la non-intervention des pays voisins dans les affaires internes à la République démocratique du Congo, le non-soutien aux groupes armés ou l'hébergement temporaire de personnes s'étant rendues coupables de crimes de guerre. De la même manière, il est demandé au gouvernement de la République démocratique du Congo d'accélérer la réforme de sa police et de son armée, ceci afin de consolider rapidement l'autorité de l'État, parallèlement aux actions déjà entamées en matière de décentralisation et de réforme de l'État. »

M. Hellings explique qu'il est important que la résolution fasse référence à cet important accord-cadre, y compris dans son dispositif lui-même. Il faut appeler un chat un chat et responsabiliser les pays voisins de la République démocratique du Congo, tout en nommant les difficultés du gouvernement congolais à mener les réformes nécessaires à la restructuration de son appareil sécuritaire.

L'amendement va dans le même sens que les amendements déposés par Mme Arena et par M. Vanlouwe. La seule différence est que la référence à l'accord d'Addis Abeba est inscrit dans le dispositif du texte, entre les points 2 et 3. Il s'agit en effet d'un accord fondamental, qui fixe une série de conditions pour arrêter l'intervention de pays comme le Rwanda et l'Ouganda en RDC.

L'amendement, dans le corps du texte, interdit le soutien aux groupes armés et l'hébergement de

rend veiligheidsapparaat zal de straffeloosheid in stand houden.

Spreeker verwijst naar de hoorzitting met de heer Kengo wa Dondo, voorzitter van de Congolese Senaat, die op 5 maart 2013 werd georganiseerd door de gezamenlijke commissies voor de Buitenlandse Betrekkingen van Kamer en Senaat. Tijdens deze hoorzitting werd het probleem van corruptie zowel door de heer Kengo wa Dondo als door de parlementsleden aangehaald.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendement nr. 8

De heer Hellings dient amendement nr. 8 in, dat ertoe strekt in het dispositief een punt *2bis* in te voegen, luidende :

« *2bis.* er bij Rwanda, Uganda, de Democratische Republiek Congo en de andere betrokken landen op aandringen dat ze de akkoorden van Addis Abeba van 24 februari naleven en uitvoeren, in het bijzonder wat betreft de niet-inmenging van de buurlanden in de binnenlandse aangelegenheden van de Democratische Republiek Congo, het niet steunen van gewapende groepen of tijdelijk huisvesten van personen die zich aan oorlogsmisdaden schuldig hebben gemaakt. Ook vraagt men de regering van de Democratische Republiek Congo om de hervorming van haar politie en leger te bespoedigen teneinde het overheidsgezag snel te versterken, naast de reeds begonnen acties om de Staat te decentraliseren en te hervormen. »

De heer Hellings legt uit dat het belangrijk is dat de resolutie verwijst naar deze belangrijke kaderovereenkomst, ook in het dispositief zelf. Men moet de dingen bij hun naam noemen en de buurlanden van de Democratische Republiek Congo tot verantwoordelijkheid oproepen, en tegelijk wijzen op de moeilijkheden van de Congolese regering om de noodzakelijke hervormingen voor de herstructurering van haar veiligheidsapparaat door te voeren.

Het amendement heeft dezelfde strekking als de amendementen van mevrouw Arena en de heer Vanlouwe. Het enige verschil is dat de verwijzing naar het akkoord van Addis Abeba wordt opgenomen in het dispositief van de tekst, tussen de punten 2 en 3. Het gaat immers om een fundamenteel akkoord dat een reeks voorwaarden vaststelt om de interventie van landen zoals Rwanda en Uganda in de DRC te stoppen.

Het amendement verbiedt in de eigenlijke tekst de steun aan gewapende groepen en het huisvesten van

personnes s'étant rendues coupables de crimes de guerre, et rappelle qu'il est demandé au gouvernement de la RDC d'accélérer la réforme de la police et de l'armée afin de consolider rapidement l'État de droit. Vient s'y ajouter la demande de continuer l'action en matière de décentralisation et de réforme de l'État, dont le président du Sénat congolais a parlé lors de son audition.

L'amendement n° 8 est rejeté par 7 voix contre 2.

Point 4

Amendement n° 9

M. Hellings dépose l'amendement n° 9 qui tend à compléter le point 4. du dispositif par ce qui suit :

«et d'agir pour que celui-ci soit effectivement appliqué;».

M. Hellings rappelle que le mandat de la Monusco contient déjà des dispositions visant à protéger la population civile. Un renforcement du mandat est bien sûr souhaitable mais c'est avant tout sa mise en œuvre effective, et dans toutes ses dimensions, qui importe.

L'amendement n° 9 est rejeté par 7 voix contre 1 et une abstention.

Point 4bis (nouveau)

Amendement n° 2

M. Vanlouwe et consorts déposent l'amendement n° 2 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 4bis rédigé comme suit :

«4bis. de plaider auprès des autorités congolaises pour qu'elles œuvrent à l'édification de l'appareil sécuritaire, parallèlement à une prolongation et à un renforcement du mandat de la Monusco.»

M. Vanlouwe explique que les réformes au sein des FARDC (l'armée congolaise) sont au moins aussi importantes pour la sécurité de la population dans l'Est du Congo. Même si la Monusco constitue aujourd'hui la plus vaste opération des Nations unies dans le monde (elle rassemble en ce moment près de 17 000 militaires, parmi lesquels des Belges), elle n'est pas une solution durable. À terme, la RDC devra assumer elle-même la responsabilité de la sécurité de ses propres habitants.

L'amendement n° 2 est rejeté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

personen die zich aan oorlogsmisdaden schuldig hebben gemaakt. Het herinnert er tevens aan dat de regering van de DRC wordt gevraagd om de hervorming van politie en leger te bespoedigen teneinde de rechtsstaat snel te versterken. Voorts wordt gevraagd om verder werk te maken van de decentralisering en de hervorming van de Staat, waarover de voorzitter van de Congolese Senaat tijdens de hoorzitting heeft gesproken.

Amendement nr. 8 wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen.

Punt 4

Amendement nr. 9

De heer Hellings dient amendement nr. 9 in, dat ertoe strekt punt 4 van het dispositief aan te vullen als volgt :

«en ervoor te zorgen dat dit effectief wordt toegepast.».

De heer Hellings herinnert eraan dat het mandaat van de Monusco reeds bepalingen bevat die de burgerbevolking moeten beschermen. Een versterking van dat mandaat is natuurlijk wenselijk, maar het is in de eerste plaats van belang dat het mandaat effectief wordt uitgevoerd, in al zijn aspecten.

Amendement nr. 9 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Punt 4bis (nieuw)

Amendement nr. 2

De heer Vanlouwe c.s. dient amendement nr. 2 in dat ertoe strekt om in het dispositief, een punt 4bis in te voegen, luidende :

«4bis. parallel aan een verlenging en versterking van het Monusco-mandaat, er bij de Congolese autoriteiten voor te pleiten, om werk te maken van de opbouw van het veiligheidsapparaat.»

De heer Vanlouwe legt uit dat de hervormingen binnen de FARDC (het Congolees leger) minstens even belangrijk zijn voor de veiligheid van de bevolking in Oost-Congo. De Monusco is nu al de grootste VN-operatie ter wereld (ongeveer 17 000 militairen op dit ogenblik, onder andere uit België), maar is geen duurzame oplossing. De DRC moet op termijn zelf verantwoordelijk worden voor de veiligheid van haar eigen bewoners.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Points 5 et 6

Amendement n° 10

M. Hellings dépose l'amendement n° 10 qui tend à remplacer les points 5. et 6. du dispositif par un point 5. (nouveau), libellé comme suit :

« 5. pour inciter les pays voisins de la République démocratique du Congo à respecter et mettre en œuvre l'accord-cadre, en cas de violation flagrante et dûment constatée ou sa non-mise en œuvre, essayer d'atteindre une position commune des partenaires de l'Union européenne afin de prendre des sanctions en matière de poursuite de nos projets de coopération au développement à l'égard du Rwanda et de l'Ouganda. À défaut d'accord au niveau européen, le gouvernement doit entreprendre une démarche similaire au niveau unilatéral. Ces sanctions doivent évidemment toucher l'aide budgétaire et ne doivent évidemment pas toucher les projets touchant directement l'aide à la population civile. Les budgets dégagés pourront servir non seulement à grossir les montants alloués à la coopération au développement à l'Est du Congo (aide aux réfugiés) et pour soutenir la société civile locale au Rwanda ou en Ouganda. »

M. Hellings précise qu'il existe désormais un accord-cadre est un fait politique nouveau. C'est pourquoi ces deux articles sont obsolètes. Il est important que la Communauté internationale maintienne une pression sur ces pays. C'est la raison pour laquelle cet amendement garde l'esprit des articles initiaux tout en renforçant les effets (sanctions unilatérales) en cas de violation ou de non-application des accords par le Rwanda et l'Ouganda.

Notre gouvernement était particulièrement peu volontariste dès qu'il s'agissait de prendre des sanctions contre le Rwanda avant l'existence de l' accord-cadre. Cependant, d'autres pays de l'Union européenne ont pourtant déjà supprimé leur aide budgétaire, en Grande-Bretagne entre autres. Quand des sanctions ne sont pas prises au niveau européen, cela ne nous dédouane pas de les prendre au niveau belge. Notre pays joue un rôle important de pionnier dans la Région des Grands Lacs.

Au regard des différents amendements déposés, et de l'audition du président du Sénat congolais, Mme Arena constate que, bien sûr, le Congo a un travail à faire en ce qui concerne l'État de droit, la sécurité, l'organisation de la police et de l'armée. Cependant, intégrer cela dans cette résolution, qui porte de façon spécifique sur le rôle des pays voisins dans les conflits à l'Est du Congo, c'est presque donner des circonstances atténuantes à ces pays.

Punten 5 en 6

Amendement nr. 10

De heer Hellings dient amendement nr. 10 in, dat ertoe strekt de punten 5 en 6 van het dispositief te vervangen door een punt 5 (nieuw), luidende :

« 5. om de buurlanden van de Democratische Republiek Congo ertoe aan te zetten de kaderovereenkomst na te leven en uit te voeren, in geval van flagrante en behoorlijk vastgestelde schending of niet-naleving, te trachten tot een gemeenschappelijk standpunt van de partners van de Europese Unie te komen teneinde sancties te treffen met betrekking tot de voortzetting van onze ontwikkelingssamenwerkingsprojecten inzake Rwanda en Uganda. Bij gebrek aan een akkoord op Europees niveau moet de regering vergelijkbare stappen ondernemen op unilateraal niveau. Deze sancties moeten uiteraard betrekking hebben op de begrotingshulp en natuurlijk niet op de projecten die de burgerbevolking rechtstreeks ten goede komen. De vrijgemaakte budgetten kunnen niet enkel dienen om de bedragen te verhogen voor ontwikkelingssamenwerking in Oost-Congo (vluchtelingen hulp), maar ook om de lokale burgerbevolking in Rwanda of Uganda te steunen. »

De heer Hellings wijst erop dat het feit dat er voortaan een kaderovereenkomst bestaat, een nieuw politiek feit is en dat daarom deze twee artikelen achterhaald zijn. Het is belangrijk dat de internationale gemeenschap druk op deze landen blijft uitoefenen. Om die reden behoudt dit amendement het opzet van de oorspronkelijke artikelen, maar versterkt het de effecten (unilaterale sancties) in geval van schending of niet-toepassing van de akkoorden door Rwanda en Uganda.

Onze regering was bijzonder weinig daadkrachtig toen het erop aankwam sancties tegen Rwanda te treffen vóór het bestaan van de kaderovereenkomst. Andere EU-landen hebben hun begrotingshulp echter al geschrapt, Groot-Brittannië onder andere. Wanneer er geen sancties op Europees niveau worden getroffen, hoeft dat niet te betekenen dat het niet op Belgisch niveau kan gebeuren. Ons land speelt een voortrekkersrol in het gebied van de Grote Meren.

In het licht van de verschillende amendementen die werden ingediend en de hoorzitting met de voorzitter van de Congolese Senaat, stelt mevrouw Arena vast dat er voor Congo natuurlijk werk aan de winkel is wat de rechtsstaat, de veiligheid en de organisatie van politie en leger betreft. Wanneer men dit opneemt in deze resolutie, die specifiek betrekking heeft op de rol van de buurlanden in de conflicten in Oost-Congo, komt dat er bijna op neer dat men deze landen verzachtende omstandigheden verschaft.

La responsabilité du Congo peut faire l'objet d'une résolution distincte.

Mme Lijnen partage ce point de vue.

M. Hellings explique qu'il ne s'agit que d'une référence à la situation sécuritaire au Congo, qui reste très limitée par rapport à l'ensemble du texte. Elle porte sur un élément de contexte, qui n'est pas mis au même niveau que le rôle des pays voisins. Cela ne concerne que l'amendement n° 8. Les autres amendements insistent très lourdement sur des sanctions très fermes vis-à-vis du Rwanda et de l'Ouganda, mais pas du Congo.

M. Vanlouwe déclare que la résolution concerne d'abord et avant tout le conflit à l'Est du Congo, et le rôle du Rwanda et de l'Ouganda dans celui-ci. Si l'on veut résoudre ce conflit, on ne peut pas omettre de prendre en compte, à côté du rôle incontestable des pays voisins, la responsabilité du Congo lui-même, et le rôle de la communauté internationale. Les trois éléments mentionnés dans l'accord d'Addis Abeba ont leur importance, comme l'ont souligné les ONG.

L'amendement n° 10 est rejeté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Point 6

Amendement n° 3

M. Vanlouwe dépose l'amendement n° 3 qui vise à compléter le point 6 du dispositif par les mots « par le biais d'initiatives multilatérales et indirectes ».

M. Vanlouwe souligne que si les auteurs de la résolution souhaitent suspendre la coopération au développement avec le Rwanda ou l'Ouganda et si les fonds ainsi libérés doivent bénéficier aux réfugiés dans l'Est du Congo, il faut s'assurer que les budgets en question parviennent effectivement à la population. Cela ne sera possible qu'en passant par des acteurs multilatéraux et indirects, et non en passant par les autorités congolaises et ce, pour les raisons qui ont déjà été citées, à savoir les problèmes liés à l'État de droit, l'impunité et la corruption qui règnent dans le pays ainsi que le manque de légitimité démocratique.

M. Hellings voit une forme de contradiction entre les amendements n°s 1 et 2 de M. Vanlouwe, qui prévoit le renforcement de l'appareil sécuritaire (armée et police) du Congo, et l'amendement n° 3 du même auteur, qui propose de suspendre l'aide directe au Congo, et de travailler plutôt avec des associations qui permettent d'aider la population congolaise. L'orateur partage le constat, renouvelé lors de l'audition du 5 mars 2013 de M. Kengo wa Dondo, de la difficulté

Over de verantwoordelijkheid van Congo kan er een afzonderlijke resolutie worden uitgewerkt.

Mevrouw Lijnen is dezelfde mening toegedaan.

De heer Hellings legt uit dat het slechts gaat om een verwijzing naar de veiligheidssituatie in Congo, die zeer beperkt blijft ten aanzien van de volledige tekst. Het gaat slechts over een element uit de context, dat niet op hetzelfde niveau wordt geplaatst als de rol van de buurlanden. Dit betreft enkel amendement nr. 8. De andere amendementen leggen zeer sterk de nadruk op zeer strenge sancties voor Rwanda en Uganda, maar niet voor Congo.

De heer Vanlouwe zegt dat de resolutie in de eerst plaats betrekking heeft op het ganse conflict in Oost-Congo en op de rol van Rwanda en Uganda hierin. Wanneer men dit conflict wil oplossen, mag men naast de onbetwistbare rol van de buurlanden de verantwoordelijkheid van Congo zelf en de rol van de internationale gemeenschap niet uit het oog verliezen. De drie elementen die in het akkoord van Addis Abeba worden vermeld, zijn van belang, zoals de NGO's hebben benadrukt.

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Punt 6

Amendement nr. 3

De heer Vanlouwe dient amendement nr. 3 in dat ertoe strekt punt 6 van het dispositief aan te vullen met de woorden: « via multilaterale en indirecte initiatieven. »

De heer Vanlouwe stipt aan dat indien de indianers van de resolutie de ontwikkelingssamenwerking met Rwanda of Uganda wensen op te schorten, en indien dit vrijgemaakte geld ten goede komt aan de vluchtelingen in Oost-Congo, moet worden verzekerd dat deze budgetten de bevolking ook bereiken. Dit is alleen mogelijk door te werken via multilaterale en indirecte actoren, niet via de Congolese overheid, om redenen die reeds aangehaald zijn, met name problemen inzake de rechtsstaat, de bestaande straffeloosheid, de bestaande corruptie in het land en het gebrek aan democratische legitimiteit.

De heer Hellings vindt dat er een vorm van tegenstrijdigheid heerst tussen de amendementen nrs. 1 en 2 van de heer Vanlouwe, die voorzien in een versterking van het veiligheidsapparaat (leger en politie) van Congo, en amendement nr. 3 van dezelfde indiener, dat voorstelt om de directe hulp aan Congo op te schorten en veeleer samen te werken met verenigingen die de Congolese bevolking kunnen helpen. Tijdens de hoorzitting van 5 maart 2013 met

qu'il y a à construire l'État congolais, et de la corruption qui y sévit. Tant il peut envisager la suspension de l'aide bilatérale directe au Rwanda et à l'Ouganda s'ils contrevenaient aux accords qu'ils ont souscrits, tant il lui semble que, pour le Congo cette aide doit être maintenue afin de renforcer cet État face à des groupes externes qui le mettent à mal. L'orateur votera donc contre l'amendement n° 3.

M. Vanlouwe déclare qu'il s'agit d'un amendement à la version originelle du texte de la proposition de résolution, qui lui semble rédigée de façon très conditionnelle. Pour sa part, l'orateur privilégierait des initiatives multilatérales et indirectes. Il ne voit pas de contradiction fondamentale entre les amendements n°s 1 et 2, d'une part, et l'amendement n° 3, d'autre part.

L'amendement n° 3 est rejeté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

Amendement n° 6

Mme Arena et Mme Lijnen déposent l'amendement n° 6 qui tend à remplacer le point 6 du dispositif par ce qui suit :

« 6. qu'en cas de poursuite des soutiens avérés aux groupes armés, dont le M23, d'envisager des sanctions à l'égard du Rwanda et de l'Ouganda, notamment à travers son aide budgétaire. Et ce, pour des programmes qui ne bénéficient pas aux populations civiles. »

Mme Arena estime que la réorientation de programmes gouvernementaux (PIC) à l'aide aux réfugiés pose des problèmes techniques. Il s'agit de différentes lignes budgétaires, d'autres logiques. Le transfert d'une logique de programme à l'autre n'est pratiquement pas possible.

Il faut laisser aux gouvernements la possibilité de prendre les sanctions qui semblent les plus pertinentes, sans jamais toucher les populations civiles.

L'amendement n° 6 est adopté par 8 voix et 1 abstention.

VIII. DÉCLARATIONS AVANT LE VOTE FINAL

Mme Lijnen déplore qu'alors que les collègues de la N-VA reprochent aux membres de la majorité de se livrer à des jeux politiques, ils ont cru bon, à titre de représailles, de quitter la commission au moment où l'on aborde la situation dramatique du Congo, où des

de heer Kengo wa Dondo werd opnieuw vastgesteld hoe moeilijk het is om de Congolese Staat op te bouwen en hoezeer het land wordt geteisterd door corruptie. Spreker deelt deze zienswijze. Hij kan zich voorstellen dat de directe bilaterale hulp aan Rwanda en Uganda wordt stopgezet indien deze landen de akkoorden overtreden die ze ondertekend hebben, maar hij vindt dat voor Congo deze hulp behouden moet blijven teneinde deze Staat te versterken tegenover buitenlandse groepen die het land in gevaar brengen. Spreker zal bijgevolg tegen amendement nr. 3 stemmen.

De heer Vanlouwe zegt dat het gaat om een amendement op de oorspronkelijke versie van de tekst van het voorstel van resolutie, die op een zeer voorwaardelijke manier opgesteld lijkt. Spreker zou de voorkeur geven aan multilaterale en indirecte initiatieven. Hij ziet geen fundamentele tegenstrijdigheid tussen de amendementen nrs. 1 en 2 enerzijds en amendement nr. 3 anderzijds.

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendement nr. 6

Mevrouw Arena en mevrouw Lijnen dienen amendement nr. 6 in, dat ertoe strekt punt 6 van het dispositief te vervangen als volgt :

« 6. indien blijkt dat er verdere steun wordt verleend aan gewapende groepen, waaronder M23, sancties te overwegen tegen Rwanda en Uganda, inzonderheid via de begrotingshulp en dit voor programma's die de burgerbevolking niet ten goede komen. »

Mevrouw Arena meent dat de heroriëntering van regeringsprogramma's voor vluchtelingenhelp technische problemen met zich meebrengt. Het betreft verschillende begrotingslijnen, verschillende logica's. Het overdragen van de logica van het ene programma naar het andere is bijna onmogelijk.

De regeringen moeten de mogelijkheid behouden om de sancties te treffen die het relevantst lijken, zonder daarbij ooit de burgerbevolking te raken.

Amendement nr. 6 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

VIII. VERKLARINGEN VOOR DE EINDSTEMMING

Mevrouw Lijnen vindt het jammer dat terwijl de collega's van de N-VA de leden van de meerderheid verwijten zich bezig te houden met politieke spelletjes, zij het nodig vonden om bij wijze van vergelding de commissie te verlaten op het moment dat de drama-

centaines de milliers de personnes ont dû fuir, manquent de soins médicaux, et sont victimes d'une catastrophe humanitaire. L'oratrice trouve cela tout simplement scandaleux.

M. Vanlouwe répond que rien n'empêche la précédente intervenante de faire appeler des membres de la majorité en vue d'atteindre le quorum requis.

Mme Lijnen répond que cela sera fait, mais qu'elle ne peut que constater que c'est la N-VA qui se livre à un jeu politicien, au détriment de la population de l'Est du Congo.

M. Vanlouwe répond qu'il est illusoire d'imaginer que l'adoption de la proposition de résolution aura un effet immédiat pour ces populations. La situation au Congo a figuré maintes fois à l'ordre du jour de la Commission, et la précédente oratrice était absente. Les reproches qu'elle adresse au groupe de l'intervenant sont donc injustifiés.

Mme Lijnen réplique qu'elle s'est fait remplacer lorsqu'elle ne pouvait être présente en raison d'autres devoirs.

IX. VOTE FINAL

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi amendée a été adoptée par 8 voix et 1 abstention.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteuses,

Sabine VERMEULEN.
Olga ZRIHEN.

Le président,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-1931/5 — 2012/2013).

tische situatie van Congo werd aangekaart, waar honderdduizenden mensen zijn moeten vluchten, medische verzorging ontberen en het slachtoffer zijn van een humanitaire ramp. Spreekster vindt dat ronduit schandalig.

De heer Vanlouwe antwoordt dat niets de vorige spreekster belet om een beroep te doen op de leden van de meerderheid om het vereiste quorum te halen.

Mevrouw Lijnen antwoordt dat dit ook zo zal gebeuren, maar dat ze enkel kan vaststellen dat het de N-VA is die zich met politieke spelletjes bezighoudt, ten koste van de bevolking in Oost-Congo.

De heer Vanlouwe antwoordt dat het een illusie is te denken dat de goedkeuring van het voorstel van resolutie een onmiddellijk effect zal hebben voor deze bevolkingsgroepen. De situatie in Congo heeft dikwijls op de agenda van de commissie gestaan en de vorige spreekster was daarbij afwezig. De verwijten die ze aan het adres van de fractie van spreker maakt, zijn dan ook ongegrond.

Mevrouw Lijnen antwoordt dat ze zich heeft laten vervangen toen ze niet aanwezig kon zijn wegens andere verplichtingen.

IX. EINDSTEMMING

Het geamendeerd voorstel van resolutie in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Sabine VERMEULEN.
Olga ZRIHEN.

De voorzitter,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-1931/5 — 2012/2013).